

D'ici à 2100, deux Européens sur trois seront affectés par des catastrophes climatiques

Une nouvelle étude estime à 152 000 par an le nombre de morts qui seront liées au réchauffement d'ici à la fin du siècle. Les populations du sud de l'Europe seront les plus touchées.



Des pompiers tentent d'éteindre un feu de forêt à côté du village de Macao, près de Castelo Branco, au Portugal, le 26 juillet. RAFAEL MARCHANTE / REUTERS

Canicules, inondations, tempêtes... en 2100, deux personnes sur trois vivant en Europe pourraient être affectées par des événements climatiques extrêmes, selon une étude publiée vendredi 4 août dans la revue *The Lancet Planetary Health*.

Cette expérience, menée par une équipe du Centre commun de recherche de la Commission européenne, met en évidence la vulnérabilité des populations européennes face au réchauffement. Giovanni Forzieri, chercheur en sciences de l'environnement et premier auteur de l'article, alerte ainsi :

"Le changement climatique est l'une des plus grandes menaces du XXI^e siècle pour la santé humaine. A moins que le réchauffement soit freiné d'urgence et que des mesures appropriées soient prises, environ 350 millions d'Européens pourraient être exposés annuellement à des extrêmes climatiques néfastes d'ici à la fin du siècle [contre 25 millions au début des années 2000]."

Dans cette étude, les chercheurs se sont basés sur une augmentation de température moyenne d'environ 3 °C d'ici à 2100, soit le scénario le plus probable selon une majorité de scientifiques. Dans ces conditions, le nombre de morts liées aux catastrophes associées au dérèglement climatique en Europe serait multiplié par 50, passant de 3 000 décès annuels entre 1981 et 2010 à 152 000 à la fin du siècle.

Pour obtenir ces résultats, les scientifiques ont analysé les effets des sept types de catastrophes les plus meurtrières – les vagues de chaleur, celles de froid, les feux de forêt, les sécheresses, les inondations fluviales et côtières et les tempêtes – dans les vingt-huit pays de l'Union européenne (UE), ainsi que la Suisse, la Norvège et l'Islande.

Munis de 2 300 dossiers de catastrophes qui ont eu lieu de 1981 à 2010, les chercheurs ont combiné les projections climatiques aux flux de populations.

"Cette étude est intéressante, car elle part d'une base de données très importante et de qualité", souligne Robert Vautard, directeur de recherche au CNRS spécialisé dans les sciences du climat européen. "C'est le premier rapport aussi complet sur les événements extrêmes en Europe, mais aussi sur l'exposition des populations à ces événements."

La chaleur, premier risque pour l'Europe

Selon l'étude, les vagues de chaleur seront les événements climatiques les plus meurtriers. Elles causeraient ainsi 99 % du total des morts attendues.

"L'exemple le plus marquant est celui de la canicule de 2003, rappelle Giovanni Forzieri. C'est un des plus grands désastres liés au climat, au niveau européen. "

En effet, cette vague de chaleur a fait plus de 70 000 morts en Europe dont 19 000 dans l'Hexagone. Depuis, chaque année, les records de température continuent de tomber. Comme lundi 31 juillet où, avec 30,5 °C relevés en Corse, le record de chaleur nocturne en France a été battu.

► Lire : [Alerte canicule : pic de chaleur en Corse](#)

Les inondations côtières, en grande partie liées à l'élévation du niveau des mers, augmenteraient également de manière exponentielle. Outre une multiplication par 40 du nombre de morts dont ils sont responsables, ces événements produiraient des dégâts matériels considérables.

En comparaison, les incendies, les inondations fluviales et les tempêtes connaîtront des augmentations de moindre intensité. Mais ces types de catastrophe pourraient affecter certains pays habituellement moins exposés aux aléas du climat, comme la Roumanie, l'Allemagne ou le Royaume-Uni.

Car face à ces catastrophes, tous les pays ne sont pas égaux. Les disparités Nord-Sud face au réchauffement se retrouvent à l'échelle de l'Europe. En raison de l'augmentation des vagues de chaleur et des sécheresses, l'influence du climat sera en effet plus importante dans le sud du Vieux Continent (Grèce, Italie, Espagne).

Chaque année, la totalité de la population pourrait y être affectée par une catastrophe climatique. Avec 700 décès annuels pour un million d'habitants, le climat deviendrait la première cause de mortalité liée à l'environnement, devant la pollution de l'air.

A l'inverse, au Nord, les vagues de froid pourraient disparaître.

"Mais l'effet de ce réchauffement ne sera pas suffisant pour compenser les catastrophes, telles que les inondations côtières ou les sécheresses", souligne Giovanni Forzieri.

Un Européen du Nord sur trois pourrait ainsi être affecté par le climat chaque année.

Des politiques d'adaptation nécessaires

Mais le chemin n'est pas tracé. Ces résultats ne prennent pas en compte l'adaptation des populations ni les possibles décisions politiques, comme l'explique Robert Vautard :

"Si les accords de Paris sont respectés, par exemple, il y a des chances pour que les résultats de cette étude soient légèrement moins catastrophiques. En revanche, si rien n'est fait, alors le nombre de personnes affectées va exploser. "

► Lire : [Mourir de chaud, un risque pour 30 % de la population mondiale](#)

Il reste donc une possibilité d'inverser la tendance. Outre une réduction drastique des émissions mondiales de gaz à effet de serre pour limiter la hausse des températures, plusieurs solutions sont envisageables pour en réduire l'impact : un aménagement urbain adapté, de meilleures climatisations et isolations thermiques, un changement d'usage des sols... Le chercheur français poursuit :

"Peindre les toits en blanc, par exemple, permet d'éviter l'absorption du rayonnement solaire et la création d'îlots de chaleurs. "

Une organisation adaptée du système de santé permettrait également une meilleure prévention, à l'image des plans canicule qui sont indispensables pour éviter une crise semblable à celle de 2003.

"Il y a un besoin urgent de politiques rigoureuses d'atténuation du changement climatique, mais aussi d'adaptation", insiste Giovanni Forzieri. "Et ce, pour tous les pays."

A commencer par la France, qui fait partie des territoires les plus exposés aux événements extrêmes futurs.